



Mardi, 6 Mars 2007



# Les USA et leurs nouveaux complices d'Europe de l'Est

Rebellion.org

Étranger

A l'abri de la malnommée guerre contre le terrorisme lancée par l'empereur Bush à partir du 11 Septembre, les USA n'ont pas seulement obtenu que le monde développé et l'ensemble de ce qu'on appelle la communauté internationale accepte comme normales les guerres préventives (avec les milliers et milliers de victimes en résultant) et la torture massive contre les prisonniers, que ces derniers soient capturés dans le cadre de guerres où par des enlèvements que réalise la CIA n'importe où dans le monde, transportant ensuite ses victimes par avions civils dans des prisons secrètes. Non, l'Empire n'a pas obtenu que cela. En dépit des graves revers militaires qu'il connaît en Afghanistan et en Irak, qui ont eu pour répercussion la chute libre des niveaux de popularité qu'avait atteint Bush grâce à sa politique patriotique à base de mensonges et en insufflant la peur à la population, il a aussi obtenu au cours de ces cinq dernières années des avancées substantielles pour ses objectifs géostratégiques.

En effet Bush junior a obtenu dans cette période des avancées considérables dans le dessin de la nouvelle carte géopolitique d'après-Guerre Froide qu'avait commencé à ébaucher Bill Clinton, et qui permet aujourd'hui aux USA d'avoir toujours plus de contrôle politique, économique et

militaire sur les zones et les gouvernements surgis dans les ex-Républiques soviétiques et pays de l'Est de l'Europe, ce qui était impensable avant l'effondrement de l'URSS et des autres régimes du socialisme réel.

Les ex-Républiques soviétiques et le bassin de la Mer Caspienne

Un des premiers symptômes de changement, déjà initié dans les années 90 mais énormément renforcé depuis l'arrivée de l'administration Bush qui a le cabinet qui compte le plus de membres provenant de l'industrie énergétique de toute l'histoire des USA, a été la pénétration usaméricaine dans le bassin stratégique de la Mer Caspienne. Les soubresauts pour la fourniture de pétrole vécus par l'Occident et en particulier les USA, durant la guerre du Golfe (1991) ont fait que depuis cette époque Washington assigne une grande importance stratégique à la zone. Cette région, jusqu'à la désintégration de l'URSS un important fief de cette dernière, est une des plus importantes réserves mondiales en pétrole et gaz. En 1998, le vice-président Dick Cheney, ex-dirigeant de la puissante holding Halliburton, disait : « Je n'ai souvenir d'aucun autre moment où nous avons assisté à l'apparition, ainsi, soudain, d'une zone d'une telle importance, du point de vue stratégique, comme la Mer Caspienne. C'est comme si les occasions avaient surgi du jour au lendemain ».

Les 1127 kilomètres d'étendue de cette mer intérieure sont partagés par les ex-Républiques soviétiques de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, en plus de zones adjacentes à la Russie et à

l'Iran. La décomposition de l'URSS et les relations tendues de la Russie avec plusieurs de ses ex-Républiques ont permis l'entrée en scène de multinationales usaméricaines comme Unocal, Chevron (qui dirige le Consortium de l'Oléoduc de la Caspienne), Exxon Mobil et Amoco, entre autres, avec des investissements de plus en plus importants dans la zone.

Parallèlement le gouvernement des USA a commencé à resserrer ses relations politiques et militaires avec les régimes de ces ex-Républiques asiatiques de l'URSS, aujourd'hui des États indépendants. Durant l'Administration Clinton les manoeuvres militaires conjointes des forces spéciales des USA avec les troupes de ces États ont commencé à se faire plus fréquentes. Ces relations se sont resserrées plus encore à partir du 11 Septembre. Quand en octobre 2001 l'Arabie Saoudite s'est refusée à permettre aux USA l'utilisation de ses bases pour attaquer l'Afghanistan, l'Administration Bush a établi ses premières bases militaires dans la zone, en Ouzbékistan et aussi au Tadjikistan.

En 2002, durant une visite en Azerbaïdjan (pays avec une réserve de 20.000 millions de barils de pétrole, qui contrôle 21% du bassin de la Mer Caspienne), la secrétaire-adjointe à la Défense des USA, Mira Ricardel, initiait les premières rencontres avec le gouvernement pour, selon ses propres termes, « aider à renforcer sa capacité navale pour protéger ses eaux territoriales et sa zone économique ».

La nouvelle Europe soutenue par Rumsfeld, un appui au sein de l'UE et de l'OTAN

Les USA ne sont pas seulement parvenus depuis la fin de la Guerre Froide à faire irruption pour la première fois dans des zones d'Asie durant des décennies sous le contrôle de l'URSS, dans ce partage qui résultait de la politiques de blocs entre grandes puissances, mais ils ont aussi élargi leur influence sur les ex-Républiques baltiques de l'URSS et sur tous les pays de l'Europe de l'Est qui étaient dans l'orbite de Moscou et qui intégraient, au niveau économique le Comecom et au niveau militaire le Pacte de Varsovie. A travers son aide économique et militaire, Washington a pu établir des liens toujours plus solides avec des pays qui sont passés des régimes du socialisme réel à des régimes capitalistes et à des gouvernements ultralibéraux, ce qui permet de les utiliser comme fer de lance dans l'Union Européenne et dans l'OTAN, organismes dans lesquels une bonne partie d'entre eux est déjà entrée ou sur le point de le faire.

Washington a eu la possibilité d'utiliser ces pays pour ses plans expansionnistes au niveau mondial, à l'occasion de l'invasion illégale de l'Irak du 20 mars 2003, qui a donné lieu à un véritable génocide et provoque l'actuelle guerre civile dans ce pays avec des conséquences gravissimes pour le monde entier. En effet, le 6 février 2003, la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque signèrent, dans le contexte du Club des Huit (avec l'Espagne, l'Italie, le Portugal, le Royaume-Uni et le Danemark) une charte d'appui inconditionnel à la position de Washington. Une semaine seulement plus tard, c'était au tour du Groupe de Vilnius, composé de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Lituanie, de l'Estonie, de la Bulgarie et de la Lettonie, qui se déclarèrent

disposés à participer à une coalition avec les USA.

Les USA sont ainsi parvenus à enfoncer un sacré coin au sein de l'Europe. A cette même époque la Bulgarie a offert aux USA ses bases militaires désaffectées pour installer les troupes qui se retiraient de bases allemandes. Les USA ont aussi à cette époque concentré des troupes pour attaquer l'Irak après le refus de la Turquie que soit utilisé son territoire. Des mois plus tôt la Roumanie avait eu une friction avec l'Union Européenne pour avoir signé avec les USA un accord garantissant l'immunité pour les troupes usaméricaines implantées sur son territoire. Par cet accord, un BIA (Bilateral Immunity Agreement, formule créée par John Bolton), un de ceux que les USA étaient parvenus à faire signer par le chantage à de nombreux pays, la Roumanie s'engageait à ne traduire en aucun cas devant la Cour Pénale Internationale (CPI) les troupes, diplomates et espions usaméricains qui agissent sur son territoire, même s'ils commettent des délits de la compétence de ce tribunal, à savoir crimes de guerre, crimes contre l'humanité, agressions et génocides.

Plusieurs de ces pays d'Europe Centrale et l'Est, jadis confrontés aux USA durant la Guerre Froide, ont été d'une grande utilité pour Washington en hébergeant dans leurs prisons des personnes séquestrées illégalement par la CIA dans des pays tiers et transférées dans les vols tristement fameux par des avions civils de cette agence. Quand divers médias dénoncèrent cette complicité, tous les pays visés la nièrent immédiatement, à l'exception de la République Tchèque, dont le ministre de l'Intérieur, Frantisek Bublan, a reconnu que les USA avait cherché à leur faire accepter ce

type de prisonniers de la guerre contre le terrorisme sur leur territoire. « Il s'agissait de prisonniers concentrés dans la base de Guantanamo, contre lesquels il n'y avait pas de preuves qu'ils étaient liés à Al Qaïda », déclara alors le ministre tchèque. « Ils nous ont demandé si nous pouvions recevoir des personnes sous le régime de l'asile », ajouta-t-il, assurant que son gouvernement avait refusé une telle demande.

En dépit des déclarations des différents pays niant héberger ou avoir hébergé des centres clandestins contrôlés par la CIA, des organisations comme Human Rights Watch rapportent avec des preuves que plusieurs des avions connus de l'agence de renseignement ont transporté en Pologne et en Roumanie des prisonniers suspectés d'être des dirigeants d'Al Qaïda. Les commissions du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe qui enquêtèrent durant des mois sur plus de 1.200 escales de la flotte d'avions de la CIA sur le sol européen l'ont aussi confirmé.

Il n'échappe à personne que les pays qui furent sous l'influence de l'URSS jusqu'à la décomposition de celle-ci, sont devenus la grande espérance des USA pour pouvoir influencer tant sur l'UE que sur l'OTAN. Ils font partie de la nouvelle Europe que réclamait Donald Rumsfeld contre la vieille Europe durant les frictions avec l'Allemagne et la France dans les mois qui précédèrent le début de l'invasion de l'Irak.

Avec tous ces antécédents, il n'est pas étonnant que les USA cherchent à utiliser plusieurs de ces pays à nouveau, cette

fois pour répondre à l'une des obsessions permanentes des 10 administrations qui se sont succédées au pouvoir à Washington depuis 1959 : la Révolution Cubaine. Dans une des nombreuses actions de harcèlement de Cuba réalisés durant 48 ans sur tous les fronts, Washington essaye aujourd'hui d'amener l'Union Européenne à durcir sa position à l'égard de l'île comme l'a fait à partir de 1996 le gouvernement droitier de José Maria Aznar, mais en utilisant pour cela la complicité d'alliés européens menés principalement par la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie. Dans la partie européenne du plan, conçue par les USA comme partie de sa stratégie envers Cuba tracée dans les Plan Bush 1 et 2 qui ont élaboré la « Commission pour l'aide à Cuba libre » autoproclamée, participent aussi, à divers niveaux, la Slovaquie, la Lituanie et la Slovénie, regroupées sous l'enseigne de « Groupe des Amis de Cuba Démocratique ». L'objectif reste le même que précédemment, menacer Cuba de sanctions commerciales et politiques s'il n'accepte pas une libéralisation de son régime et n'applique pas tout un programme de réformes à moyen et long terme, parmi elles une « ouverture progressive et irréversible de son économie » et de nombreux changements dans le domaine politique, qui, en définitive, supposeraient le hara-kiri de la Révolution elle-même et de toutes les conquêtes obtenues depuis 1959.

Les USA tentent d'impulser ce nouveau complot contre Cuba durant la présidence allemande de l'Union Européenne, pays qui entretient une grande entente avec l'administration Bush. Bien qu'il ne sera pas facile d'obtenir un pareil plan des 26 membres de l'UE, étant donné que des pays comme

l'Espagne ont actuellement une position plus modérée que dans le passé, il ne serait toutefois pas étonnant que finisse par prospérer au moins une version light de ce projet.

Néanmoins cela constituerait un acte ouvert d'ingérence exclusive contre Cuba des gouvernements de l'UE, qui ne refléterait en aucun cas ce que ressentent leurs peuples respectifs et qui ne pourrait s'expliquer qu'en raison d'une absence de véritable politique extérieure autonome de l'Europe et de sa soumission, en dernière analyse, aux intérêts de l'Empire.